

christian topalov

la politique
du logement
dans le processus
révolutionnaire
portugais

(25 avril 1974 - 11 mars 1975)

Tandis qu'écrivent observateurs et chercheurs, au Portugal, la lutte de classes continue. Le texte qui suit a pour objet l'un de ses terrains — la politique du logement — et il est daté : écrit en mai 1975, il porte sur une période si proche — du 25 avril 1974 au 11 mars 1975 — et pourtant si lointaine, tant les conditions politiques ont changé depuis lors. Les processus contradictoires que ce texte analyse demeurent toutefois les lignes de force des luttes d'aujourd'hui : tel quel, il est versé au débat.

Au niveau politique, trois tentatives majeures de la réaction pour inverser le processus engagé le 25 avril, marquent la période : le « coup d'Etat constitutionnel » de Palma CAR-LOS en juillet 1974, l'appel de SPINOLA à une manifestation de la « majorité silencieuse » le 28 septembre, la tentative directe de coup d'Etat du 11 mars 1975.

Au niveau économique, l'oligarchie financière et foncière conserve au cours de cette période l'essentiel de son pouvoir. Elle l'utilise largement pour appuyer les tentatives de coup d'Etat réactionnaire et essayer d'organiser le chaos économique. C'est l'utilisation par le grand patronat et les hauts fonctionnaires du fascisme du mouvement revendicatif de mai-juin 1974 : opération manquée de détournement de la lutte ouvrière pour l'augmentation des salaires en une désorganisation de la production et

Satisfaire les besoins populaires les plus urgents, lutter contre le chaos économique que tentent d'instaurer l'oligarchie et l'impérialisme, réaliser la transformation démocratique de l'appareil d'Etat et assurer les conditions de l'initiative des masses populaires : toutes ces exigences de la révolution portugaise sont présentes dans la politique du logement du nouveau Portugal.

Ce texte porte sur la période qui va du 25 avril 1974 au 11 mars 1975 (1), caractérisée à la fois par la consolidation politique du processus démocratique et révolutionnaire et par l'absence de mesures antimonopolistes décisives.

(1) Un séjour d'une semaine à Lisbonne quelques jours avant le 11 mars, auprès de Nuno PORTAS, secrétaire d'Etat au Logement et à l'Urbanisme du Gouvernement Provisoire, est à l'origine de ce texte.

